

Projet scientifique 2017-2022

Le projet scientifique pour la période 2017-2022 poursuit le travail d'étude des recompositions de la démocratie en insistant sur trois dimensions qui structureront l'animation scientifique du laboratoire : (1) Attitudes et comportement politiques ; (2) institutions politiques et (3) figures et transformation de la citoyenneté. La direction de chacun de ces axes est assurée par un binôme qui respecte un équilibre générationnel, statutaire et une parité de genre. Chacun de ces axes repose sur une forte porosité de travail de telle sorte qu'une grande majorité de chercheurs sont impliqués dans au moins deux axes. C'est une volonté souhaitée par la nouvelle direction de faciliter le dialogue théorique/empirique.

Axe 1 : Attitudes et Comportements Politiques (sous la direction de Romain Lachat et Anne Muxel)

Ce premier axe de recherche s'articulera autour de quatre problématiques, qui touchent à certains des défis les plus importants dans l'étude des attitudes et comportements politiques.

Crise de la démocratie représentative

La généralisation de la défiance qui affecte profondément le lien des citoyens aux institutions comme au personnel politiques se traduit par un ensemble de phénomènes devenus récurrents venant recomposer le modèle de la citoyenneté : montée de l'abstention, rejet des médiations politiques traditionnelles, développement de nouvelles exigences démocratiques. Les demandes de participation directe et de contournement des médiations traditionnelles se développent et remettent en cause le fonctionnement des institutions représentatives classiques. Sur quoi cette extension de la défiance politique, combinée à une appréhension devenue structurellement déceptive de la démocratie, débouchent-elles ? Pour répondre à cette question majeure, le CEVIPOF poursuivra le travail entrepris depuis 2009 d'interroger annuellement, à travers son baromètre de la confiance politique, un échantillon représentatif de Français sur les ressorts de cette confiance/défiance en distinguant d'une part la confiance comme phénomène explicatif de nouvelles formes de représentation démocratique et d'expression de la volonté générale et d'autre part les déterminants socio-politiques de la confiance dans sa dimension diachronique.

La montée régulière de la défiance démocratique libère des espaces pour une demande d'alternatives à la démocratie et aux institutions démocratiques. La démocratie peut-elle fonctionner avec un niveau faible de confiance dans les mécanismes qui la font vivre ? Quelles articulations nouvelles entre démocratie représentative et démocratie directe ou semi directe peut-on observer ? Comment la démocratie peut-elle s'adapter à ces nouvelles demandes et les intégrer dans les formes verticales qui sont requises par l'organisation de la représentation démocratique elle-même ? Les profondes modifications des attentes des citoyens face à la politique et aux élites, au travers notamment de la dénonciation de la corruption et de la demande de probité et de transparence, soumettent le fonctionnement démocratique classique à des pressions difficiles à gérer et le contraignent à se redéfinir.

Diffusion de la protestation et montée des populismes

L'émergence de partis et mouvements populistes est l'un des développements politiques majeurs de ces dernières années. Pour mieux comprendre ce phénomène, nous travaillerons d'une part sur les attitudes face au populisme. Existe-t-il une structure cohérente d'attitudes populistes, englobant ses différents aspects, tels que le rejet des élites ou les demandes pour des formes plus directes de participation des citoyens aux processus décisionnels ? Ses motifs sont-ils communs au soutien des partis populistes de gauche et de droite ? En quoi le vote populiste se distingue-t-il du vote protestataire pour les partis extrêmes ou anti-système ? Ces recherches doivent permettre d'affiner notre compréhension des attitudes populistes, leur mesure, ainsi que leurs effets, tant sur le vote que sur des formes de comportements protestataires.

Cet axe d'investigation sera également approché en mobilisant la recherche en psychologie politique sur le rôle des émotions et des affects susceptibles de prendre une position plus importante dans cette période d'affaiblissement des alignements politiques traditionnels. Les analyses des opinions et du comportement électoral seront également étendues à d'autres manifestations des attitudes populistes et aux formes non institutionnalisées de comportements politiques (violence politique, manifestations, etc.) afin de mieux comprendre la diversification des formes de protestation et les nouvelles formes de radicalité politique. Ce travail fait actuellement l'objet d'une demande de financement ANR et associe les trois spécialistes de la psychologie politique (George Marcus, Nicholas Valentino et John Jost). Au-delà du cas français, le projet porte sur une analyse comparée entre la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne, la Norvège et l'Allemagne.

Recomposition des clivages politiques

L'étude des clivages politiques représente l'une des composantes centrales des recherches menées au CEVIPOF. Nous poursuivrons cette piste de recherche, en examinant notamment la transformation des clivages politiques traditionnels et l'émergence de nouvelles lignes de divisions au sein de l'électorat. Il s'agira tout d'abord de poursuivre les travaux menés sur le rôle des variables lourdes dans l'explication des attitudes et des comportements électoraux, et de mieux comprendre comment l'affaiblissement présumé de ces facteurs amène à la création de nouveaux systèmes de repérage politique et à leurs effets tant sur le choix électoral que sur la participation. Par ailleurs, nous examinerons l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture politique liée aux conséquences de la mondialisation et du processus d'intégration européenne. Ne se recoupant que partiellement avec le clivage gauche-droite traditionnel, cette division émergente est à même d'expliquer la transformation des systèmes de partis et l'affaiblissement du soutien aux partis traditionnels. La recomposition du paysage politique français qui caractérise la dernière séquence électorale met également en lumière un possible nouveau clivage entre optimistes et pessimistes, caractérisé, entre autres, par les attitudes citoyennes face aux réformes politiques et économiques. Nous étudierons également dans quelle mesure l'affaiblissement du clivage économique traditionnel conduit à la réémergence d'un clivage culturel transformé, renforçant la saillance des questions liées à la moralité et aux valeurs traditionnelles. Ce travail sera réalisé à partir de l'exploitation des données de l'enquête électorale française en combinant données contextuelles et données géométriques pour aboutir à la préparation d'un manuscrit français sur les nouveaux clivages mais aussi un ouvrage anglais soumis à une presse universitaire sous le titre (provisoire) « How France Vote ? ».

Individuation du rapport à la politique

Le processus biséculaire d'individuation de nos sociétés se poursuit et remet profondément en cause le système structuré de nos orientations politiques. Les systèmes de repérage habituels (partisan, identification, gauche-droite, appartenance sociale et culturelle) semblent connaître une accélération de leur remise en cause et de leur affaiblissement. Dans cette phase de recomposition/transition, le registre émotionnel occupe une place plus forte qu'auparavant et permet de pallier le déficit des repères idéologiques davantage rationalisés avec lesquels les citoyens des sociétés industrielles semblaient fonctionner. Notre agenda de recherche doit répondre aux questions suivantes : Comment ces processus engendrent-ils un changement dans la hiérarchisation des facteurs explicatifs des comportements électoraux ? Quels rôles nouveaux les émotions et le système des affects jouent-ils ? Comment cette émergence d'un « citoyen affectif » s'articule-t-il avec l'élargissement des formes d'expression et de comportement politiques ? Ces processus libèrent un espace pour les facteurs à court-terme (offre politique, constructions médiatiques, effets d'image, scandales, effets d'agenda, etc.) qui contribuent de plus en plus à façonner les comportements et attitudes politiques et viennent encore renforcer les formes d'individuation contemporaines du rapport à la politique.

Axe 2 : Recompositions institutionnelles (sous la direction de Patrick Le Bihan et Virginie Tournay)

Les institutions constituent un point d'ancrage aux recompositions démocratiques ainsi qu'un poste d'observation privilégié puisqu'elles englobent à la fois le système d'acteurs, les dispositifs et les valeurs au cœur de la relation entre les représentants et les représentés. Cette relation est fragile et se traduit par une forte demande d'accountability des représentés (transparence, traçabilité, responsabilité, comptes) vis-à-vis de leurs élus, et plus largement, vis-à-vis des procédures de décision publique.

Historiquement, François Goguel, Georges Vedel, Jean Luc Parodi, Jean Louis Quermonne et Olivier Duhamel ont été les premiers à Sciences Po à situer l'analyse des institutions politiques au cœur de la réflexion de la science politique. Les méthodologies développées et alimentées au CEVIPOF pour étudier ce noyau dur de la vie politique permettent de scruter et de caractériser les recompositions démocratiques en articulation avec la construction des opinions publiques. Cet héritage est aujourd'hui poursuivi autour de nouveaux questionnements et se structurent en sous-champs thématiques.

1. Les institutions comme « noyau dur de la vie politique ». Il concentre les travaux qui traitent des relations entre administration et vie politique avec un accent placé sur la sociologie des élites. L'étude des systèmes électoraux s'appuie sur le développement d'analyse de théorie des jeux, de méthodes statistiques et d'autres liées à la géographie électorale. Le groupe d'études sur les institutions et la vie parlementaire (GEVIPAR) est articulé au CEVIPOF. La pensée politique travaille l'institution entre intégration et expression de l'individualisme contemporaine.

2. Les relations entre institutions et opinion(s) publique(s). Le processus législatif, le contrôle de constitutionnalité des lois et l'élaboration d'outils délibératifs sont des procédures qui façonnent notre démocratie représentative et ne peuvent ainsi pas être déconnectés de la société. Les décisions du Conseil constitutionnel ont-elles un impact sur la perception dans l'opinion publique du niveau de compétence du gouvernement ? La procédure législative utilisée (49.3, ordonnances, procédure standard) influe-t-elle sur le degré de satisfaction avec la loi adoptée ? La mise en place d'agences de régulation indépendantes sur des sujets complexes améliore-t-elle la façon dont est perçue la prise en charge de ces sujets ?

3. Les dynamiques institutionnelles en contexte de défiance. Sont ici regroupés les travaux qui se focalisent sur les mécanismes de création, de changements institutionnels et sur l'évolution institutionnelle de la Vème république. Ainsi, la transformation des élites administratives et politiques, l'émergence de nouveaux clivages partisans et les designs participatifs témoignent de cette dynamique. En outre, le laboratoire développe des méthodologies nouvelles (sociophysique) pour étudier le basculement de l'opinion et modéliser les points de rupture de la décision.

4. Les institutions à l'ère du numérique. Quelles nouvelles régulations du secteur des médias permettraient de garantir que les citoyens soient correctement informés ? La prolifération des *fake news*, les nouvelles adaptations du temps libre, les mutations de la communication politique amène à réfléchir sur la place des médias dans l'accountability institutionnelle.

5. Les institutions dans une société mondialisée. Comment rendre compte des processus d'institutionnalisation qui vont au-delà des seuls impératifs de l'État-nation et des phénomènes transnationaux (transitions de régime, nouvelles formes d'expertise collective, entités supranationales). Comment ces processus influencent-ils les opinions publiques (sur des grands thèmes de société comme les questions de genre ou de bioéthique) ou par exemple, la structuration des clivages politiques liés à l'intégration européenne. Les outils numériques (cartographie du réseau web) sont expérimentés à cette fin.

Axe 3 : Figures et transformations de la citoyenneté (sous la direction de Gil Delannoï et Janie Pélabay)

Le troisième axe est consacré à l'étude de la citoyenneté, en tant que statut juridique, pratique politique, ethos et comportement, expérience historique ou encore horizon d'attente. Encore menée de manière segmentée d'un point de vue sous-disciplinaire, l'étude des figures et transformations contemporaines de la citoyenneté démocratique mérite d'être ouverte à des approches variées, permettant des croisements innovants entre enjeux philosophique et retombées empiriques. La citoyenneté et ses formes, conceptions, limites sont en évolution, voire en tension dans un contexte de crise ou de sortie de crise souvent décrit, faute de mieux, en termes de « post » : post-démocratie, post-séculier, post-nationalisme, post-souveraineté, post-vérité etc. Cette prolifération de concepts en « post » peut d'abord être comprise comme symptôme, comme indicateur de transformations qu'il convient de mieux nommer, mesurer, analyser et évaluer. Pointent-ils en direction de pathologies ou de dysfonctionnements de la démocratie ? Ces tensions poussent-elles à une transformation de la citoyenneté, à la multiplication de différents types de citoyenneté ? On peut aussi bien les comprendre comme aspirations citoyennes ne trouvant plus à s'exprimer dans le cadre démocratique en place. Pour explorer cette citoyenneté en mutation, souvent citoyenneté critique, trois autres dimensions seront étudiées.

Quelles sont les frontières du politique et comment se reconfigurent-elles ? Ici la question du *qui* et du *quoi* de la citoyenneté se trouve posée. Selon quels critères est-on habilité à être citoyen.ne, membre du « nous » politique ou non ? Renvoyant à l'immigration et aux minorités, cette question s'étend aujourd'hui aux débats sur la justice environnementale ou l'anti-spécisme, c'est-à-dire sur l'entrée politique, selon des modalités inédites, de la nature et des animaux dans le périmètre de la citoyenneté. Comment la citoyenneté est-elle remise en cause ou modifiée par les mises à distance du politique mais aussi par sa participation, si ce n'est sa soumission, à d'autres domaines d'activité et de jugement, notamment, la morale, l'économie, la religion, la culture ? La porosité entre sphères « publique » et « privée », entre politique d'un côté et économique ou éthique de l'autre, implique-t-elle une dépolitisation de la citoyenneté et, si oui, en quel sens (moralisation, marchandisation, culturalisation) ?

Si les frontières du politique sont devenues mouvantes, il convient de reconnaître les différents lieux où s'incarne la citoyenneté aujourd'hui. L'Etat-nation est affaibli aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur (européanisation, mondialisation) tout en restant le référent démocratique et juridique. La critique des élites se développe, en prenant les formes les plus diverses : abstention, manifestation, appel aux citoyens à participer aux délibérations en tant que porteurs d'intérêts. Dans ce contexte une attention particulière doit être accordée au recours grandissant à la « société civile » comme alternative à la politique professionnelle, partisane et militante. Est-ce là un changement de pratique ou seulement un changement de discours ? Et quelles seraient les conséquences de ce nouveau partage des responsabilités ? Ces questions seront également explorées du point de vue des *échelles* de la citoyenneté, depuis le local jusqu'au niveau cosmopolitique, et du point de vue des *formes politiques* et de leurs reconfigurations ou remobilisations (tribu, cité, nation, empire).

A l'ère des « post », quelles sont les dimensions temporelles de la citoyenneté ? Comment comprendre ce qu'est ou devrait être une citoyenneté soutenable (*sustainable*), durable en termes d'enjeux (écologie, inégalités, participation, bien-être) et acceptable par chacun ? C'est dans cette dimension temporelle que doit être abordée la justice entre les générations, le partage revisité entre nature et culture. S'y adjoint une dimension plus normative où se (re)joue la confrontation entre démocratie et droit, la première inscrivant la citoyenneté dans le « maintenant » de la souveraineté populaire, tandis que l'Etat de droit, selon l'esprit du constitutionnalisme libéral, vient la soumettre à des contraintes et limites qui excèdent ce moment républicain de formation et d'expression de la volonté du peuple. La réflexion théorique rejoint ici l'étude des clivages politiques et des

procédures démocratiques (types de vote, tirage au sort, référendum), un des objets les plus partagés et les plus familiers au CEVIPOF.